

que notre continent puisse être efficacement défendu si jamais survient le jour tant redouté.

Le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) a prononcé l'autre soir un très intéressant discours qui, dans une certaine mesure, m'a bien attristé, tout comme l'ont fait les observations formulées cet après-midi par le député de Lake-Centre (M. Diefenbaker). Je veux parler ici du passage où il a dit que le Gouvernement se propose d'acheter dix millions de livres de beurre d'ici la fin de l'année. Connaissant bien ma région et toute la province de la Saskatchewan, j'estime que le Canada ne devrait pas acheter en ce moment dix millions de livres de beurre mais qu'il devrait plutôt avoir un excédent à offrir aux pays importateurs. Il se perdra plus de céréales et de provende dans les plaines de la Saskatchewan cet hiver qu'il n'en faudrait pour produire dix millions de livres de beurre.

On ne peut encore une fois en faire un reproche au Gouvernement. Le pays a besoin d'accroître la population. Le Canada a besoin de colons, de personnes qui développeront l'industrie laitière. Il y a déjà, au Canada, un embryon d'industrie laitière. Partout où il y a des vaches laitières, règne la prospérité. Cela va de soi partout où l'industrie laitière est florissante. Nous pourrions multiplier nos exploitations laitières, comme pourraient être multipliées celles de la Saskatchewan. Ce programme devra s'inspirer d'une utilisation intelligente et scientifique des ressources dont la nature nous a dotés.

J'apprends, par les journaux, que le premier ministre de la Grande-Bretagne viendra bientôt à Washington et qu'il compte également rendre visite à Ottawa. J'espère que nos dirigeants, tant dans le domaine commercial que politique, aborderont avec M. Churchill la question même dont j'ai parlé aujourd'hui, soit de conclure une entente avec la population de l'Angleterre et de l'Écosse en vue de l'immigration massive d'Anglais et d'Écossais à destination des vallées inhabitées du Nord-Ouest et de la Saskatchewan. Nous devrions demander à M. Churchill qu'il fasse en sorte de nous fournir de l'acier britannique pour l'aménagement de nouvelles lignes de chemin de fer dans cette partie du pays. Nous devrions nous entendre avec lui pour construire des transformateurs, des dynamos et des groupes de force motrice de l'une ou l'autre catégorie en vue du lancement de nouvelles industries dans cette partie du pays et de l'accélération du rythme des industries qui y existent déjà.

Je me rappelle qu'en 1935, une députation de Grande-Bretagne s'est rendue en Colombie-Britannique avec une proposition autorisée

par Neville Chamberlain portant le versement d'une somme de 1,000 livres par famille à toutes les familles d'immigrants qui s'établiraient dans certaines régions de la Colombie-Britannique. C'était un geste noble dû à l'initiative de sir Henry Page Croft, homme très distingué décédé depuis et qui, avant sa mort, était devenu lord Croft.

Toutefois, le gouvernement de la Colombie-Britannique n'a pas prisé la proposition et la division fédérale de l'Immigration était trop occupée pour y donner suite. Notre propre service de colonisation des chemins de fer n'était pas en faveur de la proposition, si bien que lord Croft est rentré en Angleterre pour annoncer qu'il avait échoué dans sa mission. C'était un homme très important dont je rappelle le nom parce que, l'autre jour, le ministre de l'Agriculture a dit qu'à son arrivée en Angleterre, il s'entretenait avec lord Woolton. Lord Croft était l'associé de lord Woolton et jouait alors un rôle de premier plan dans les conseils de Grande-Bretagne. Il y jouait, en réalité, un rôle si éminent que Winston Churchill déclare dans ses mémoires qu'avant d'accepter la direction du gouvernement national formé au début de la guerre, il a dû consulter deux des hommes les plus en vue du parti conservateur, lord Woolton et lord Croft.

En 1935, la question nous laissait si indifférents, nous Canadiens, que nous avons rejeté une proposition qui aurait beaucoup soulagé la Grande-Bretagne. Elle nous aurait également aidé à fonder de nouveaux villages, de nouvelles villes et enfin de nouveaux établissements dans tout le Nord-Ouest.

Puisque M. Churchill revient à Ottawa, le temps est particulièrement propice pour renouveler la proposition. Nous devrions entrer en contact avec lui de façon à installer autant d'Anglo-Saxons que possible dans le Nord-Ouest du Canada. Il faudrait les établir sur nos terres fertiles, faire de notre pays une nation prospère et florissante, à l'édification de laquelle ils pourraient travailler, comme nous l'avons fait jusqu'ici. Ce programme n'est ni neuf, ni très extraordinaire. Les Français qui se sont établis les premiers chez nous, sur les bords du Saint-Laurent, ont fait de la bonne besogne. Sur les bords du fleuve ils ont édifié une nation. Les montagnards écossais qui sont venus en Nouvelle-Écosse, dans le Haut-Canada, voire dans la vallée de l'Outaouais, ont transformé une région inhabitée en une des régions agricoles les plus prospères qui soient. Voilà ce qui s'est produit dans le passé. Les débuts du siècle ont vu les grandes migrations vers la rivière Rouge et la Saskatchewan et la mise en valeur de cette gran-